



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique agricole

Question au Gouvernement n° 3850

Texte de la question

VOEUX PRÉSIDENTIELS AU MONDE AGRICOLE ET RURAL

M. le président. La parole est à M. Serge Poignant, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Serge Poignant. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

Monsieur le ministre, voilà bientôt trois ans que, sous l'autorité du Président de la République et du Premier ministre, vous oeuvrez à la refondation de notre modèle agricole, dans un contexte où se sont multipliés les défis économiques, sanitaires, environnementaux. Pendant ces années, vous avez placé notre agriculture à l'avant-garde des débats qui traversent aujourd'hui notre pays, qu'il s'agisse de compétitivité, de régulation ou encore de valorisation de nos productions.

La contribution de notre agriculture et de notre industrie agroalimentaire à notre balance commerciale témoigne du chemin parcouru, avec un excédent estimé à près de 9 milliards d'euros en 2011, le solde des échanges franco-allemands faisant apparaître un excédent de 1,5 milliard d'euros en 2010. Alors que les exportations de notre filière viticole étaient descendues à la troisième ou quatrième place mondiale, nous avons su revenir à la première place en valeur. Dans le secteur bovin, après des années de crise, nous voyons les prix de la viande se redresser, sous l'effet conjugué d'un effort de modernisation sans précédent de nos éleveurs, accompagnés par l'État, et d'une stratégie offensive d'ouverture de nouveaux marchés à l'export.

La réalité, c'est qu'après une crise sans précédent en 2008 et en 2009, notre agriculture a relevé la tête. Même s'il reste des difficultés que nous ne devons pas sous-estimer, même si l'effort doit être poursuivi, notre agriculture a de nouveau un cap. Nous avons vu les revenus agricoles se redresser et, dans le même temps, les prix agricoles repartir à la hausse dans de nombreuses filières.

Monsieur le ministre, vous étiez hier aux côtés du Président de la République qui présentait ses vœux au monde agricole et rural : pouvez-vous nous délivrer le message qu'il lui a adressé,...

Un député du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Une bombe lacrymogène !

M. Serge Poignant. ...et les perspectives qui se dessinent pour lui ? Je tiens à dire à mon collègue Henri Nayrou que c'est bien cela qui intéresse nos agriculteurs ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire*. Monsieur le député, je vous confirme que le Président de la République, le Premier ministre et l'ensemble de la majorité ont aujourd'hui la confiance des agriculteurs français. Nous avons su fixer un cap clair : celui de la compétitivité en matière agricole - je rejoins, à cet égard, ce que disait Xavier Bertrand tout à l'heure. Nous avons su réduire le coût du travail dans l'agriculture française, car chacun sait bien, sur tous les bancs de cette assemblée, gauche et droite confondues, que si on ne réduit pas les charges qui pèsent sur le travail, dans ce secteur comme ailleurs, c'est l'emploi qui disparaîtra.

Nous avons la confiance des agriculteurs français parce que nous avons su, aux côtés du Président de la République, prendre les bonnes décisions sur le plan européen. Ainsi, il y a trois ans, la Commission européenne voulait baisser le budget de la politique agricole commune de 40 % ; aujourd'hui, le budget de la PAC est préservé à l'euro près. Je le dis à tous ceux qui, dans le monde rural, seraient tentés par le vote aux

extrêmes : il n'y a pas d'avenir pour l'agriculture française sans le soutien de la politique agricole commune !
(*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Nous avons la confiance des agriculteurs français parce que nous obtenons des résultats et que les paysans jugent leurs responsables politiques aux résultats. Ainsi, nous avons fait remonter les prix des viandes bovine et porcine, récupéré la première place en matière de viticulture et, aujourd'hui, grâce au travail de nos agriculteurs et au produit de l'exportation de l'industrie agroalimentaire, nous avons un excédent de la balance commerciale de 9 milliards d'euros. (*Mêmes mouvements.*)

Le cap que nous nous fixons tous, majorité, Premier ministre et Président de la République, est à l'opposé de celui qui a été fixé par le parti socialiste et les Verts. Je tiens à dénoncer ici, avec beaucoup de gravité, le choix qui a été fait par le parti socialiste et par les Verts dans un accord qui signifie le retour au soc et à la charrue pour les paysans français (*Rires et exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*), la perte de compétitivité et toujours plus de surcharges administratives. D'ailleurs, certains d'entre vous, dont Arnaud Montebourg, se sont dissociés de cet accord. Les Verts et le parti socialiste voient l'agriculture comme un élément du passé, nous, nous la voyons comme un élément de l'avenir de la France. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Serge Poignant](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3850

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Ministère attributaire : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 janvier 2012